

# Florange, enjeu électoral

L'aciérie ArcelorMittal de Florange, dont les syndicats craignent la «mort annoncée», est devenue un sujet d'affrontement entre François Hollande, qui a promis sur place d'intervenir par la loi, et Nicolas Sarkozy, qui fera bientôt des «propositions» pour la sauver.



(PHOTO: AP)

Accueilli à Florange par les salariés en lutte dans une ambiance survoltée, François Hollande s'est engagé vendredi à présenter une loi qui obligerait un industriel se désengageant d'une usine française à la céder à un repreneur.

«Je ne vois pas l'intérêt de cette proposition», lui a répliqué hier Nicco-

las Sarkozy, interrogé sur *RTL*. «Je préfère une autre solution», par exemple qu'à travers le Fonds stratégique d'investissement (FSI), «l'Etat décide d'investir pour donner du travail, pour moderniser le site».

Le président a annoncé qu'il aurait «l'occasion dans les prochains jours de faire des propositions très précises sur le sujet».

Il a surtout demandé au groupe ArcelorMittal d'investir «pour que le haut-fourneau puisse re-

partir». «J'estime qu'il doit pouvoir répartir au deuxième semestre de cette année», a-t-il assé-  
séné, en précisant avoir des discussions «franches et directes» avec la direction du groupe. //

## tout court

### Les salariés veulent «déloger la direction»

Des salariés de l'aciérie ArcelorMittal de Florange ont tenté hier de déloger la direction du 3<sup>e</sup> étage du site, après avoir vidé le bureau du responsable de la sécurité. «Nous avons déplacé le bureau du responsable de la sécurité sur le perron. On a refait le bureau à l'identique en plein air», a déclaré Jean Mangin, délégué syndical CGT au comité d'entreprise de Florange. Les syndicats reprochent à la direction d'avoir essayé de «renmettre des gardiens» pour «filtrer les entrées». Lundi dernier, plus d'une centaine de «métallos» ont pris leurs quartiers au premier étage des bâtiments administratifs du site, contraignant la direction à se réfugier au 3<sup>e</sup> étage, a-t-il rappelé.